



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction  
de la Citoyenneté, de la Légalité  
et de l'Environnement**

Marseille, le **26 FEV. 2026**

**Arrêté n° 2026 – 63 MD  
portant mise en demeure  
à l'encontre de la société INTERXION France  
de respecter les prescriptions applicables à son installation MRS3  
sur la commune de Marseille (13015)**

**Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,  
préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,  
préfet des Bouches-du-Rhône,**

**Vu** le règlement européen (CE) n°573/2024 du 07 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, communément appelé règlement « F-GAS 3 » ;

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-5, L. 514-5, L. 521-1, L.521-17 ;

**Vu** le décret du Président de la République en date du 19 novembre 2025 portant nomination de Monsieur Jacques WITKOWSKI en qualité de préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** le décret du 31 janvier 2025 portant nomination de monsieur Frédéric POISOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône, sous-préfet de Marseille ;

**Vu** le décret du 13 septembre 2023 portant nomination de madame Marie-Pervenche PLAZA, sous-préfète, chargée de mission auprès du préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud, préfet des Bouches-du-Rhône ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 1185 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 février 2016 relatif à certains fluides frigorigènes et aux gaz à effet de serre fluorés ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 18 novembre 2025 suite à la visite d'inspection du 27 août 2025 ;

**Vu** l'absence d'observations de l'exploitant au courrier du 12 février 2026 notifié le 16 février 2026 au titre de la procédure contradictoire ;

**Considérant** que le site de la société INTERXION France, implanté à Marseille, a fait l'objet d'une visite réalisée par l'inspection des installations classées le 27 août 2025 ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection et au regard des éléments transmis par l'exploitant, chacun des 18 groupes froids contient plus de 100 kg de gaz inscrit à la section 1 de l'annexe II du règlement européen n°573/2014 du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés, sans disposer d'un système de détection de fuite, ce qui constitue un

manquement aux dispositions de l'article 6 du règlement européen n°573/2024 du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection et au regard de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, les fiches d'intervention et les marquages présents sur les dix-huit groupes froids révèlent que la fréquence de contrôle est semestrielle, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 4 du règlement européen n°573/2024 du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;

**Considérant** que lors de la visite d'inspection et au regard de l'examen des éléments transmis par l'exploitant, les vignettes apposées dans le cadre du contrôle périodique indiquent une date limite de validité supérieure à trois mois à partir de la date du contrôle, ce qui constitue un manquement aux dispositions de l'article 5, alinéa 6c du règlement européen n°573/2024 du 7 février 2024 relatif aux gaz à effet de serre fluorés ;

**Considérant** que ces manquements sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** qu'il convient par conséquent de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société INTERXION France de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur ;

**Considérant** la communication à l'exploitant du projet d'arrêté accompagné du rapport d'inspection l'invitant à faire part de ses observations dans le cadre du contradictoire par courrier du 12 février 2026 ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône ;

## ARRETE

### Article 1

La société INTERXION France, dont le siège social est au 129 boulevard Malesherbes 75017 Paris, exploitant des équipements frigorifiques sur le site nommé MRS3 situé dans l'enceinte portuaire du Grand Port Maritime de Marseille (Porte 4) est mise en demeure de respecter les prescriptions selon les détails et délais ci-après énoncés :

Référence	Prescriptions	Délai
Art. 6 du règlement n°573/2024 Systèmes de détection des fuites	1. Les exploitants des équipements fixes énumérés à l'article 5, paragraphe 2, points a) à d), qui contiennent des gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I dans des quantités supérieures ou égales à 500 tonnes équivalent CO2 ou 100 kilogrammes ou plus de gaz inscrits à la section 1 de l'annexe II veillent à ce que ces équipements soient dotés d'un système de détection des fuites permettant d'alerter, en cas de fuite, l'exploitant ou une société assurant l'entretien.	4 mois
Art. 5, alinéa 6c du règlement n°573/2024 Contrôles	6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante :  c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO2 ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à	3 mois



d'étanchéité	effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.	
Art. 4 de l'Arrêté Ministériel du 29/02/2016	Le tableau de l'article 4 permet de déterminer la période maximale entre deux contrôles prévus à l'article 1er en fonction de la catégorie de fluide ; de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite.	3 mois

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

## **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 code de l'environnement.

**Article 3** - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 4** - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille (31 rue Jean François LECA, 13002 Marseille), dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

## **Article 5 :**

- le secrétaire général de la préfecture,
- le maire de Marseille,
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Provence Alpes Côte d'Azur,

et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Pour le préfet et par délégation  
la secrétaire générale adjointe**

  
**Marie-Pervenche PLAZA**